

Jean de Legge

**« Une ville,
c'est d'abord
une entreprise
de spectacles
et de services »**

ENTRETIEN PATRICK BLAIN - XAVIER DELACROIX
PHOTO MARC CHAUMEIL



Les villes, les villages, les cités — l'espace local en général — sont les nouveaux territoires au sein desquels les Français disent se sentir bien et avoir un vrai sentiment d'appartenance. Les élus locaux dans leur ensemble mais le maire en particulier bénéficient ainsi d'un crédit qui fait de plus en plus défaut au reste de la classe politique. À l'heure où l'État central est associé à l'impotence et où la révolution numérique annonce de formidables bouleversements dans nos rapports à l'information et aux services que nous attendons des édiles locaux, l'approche des élections municipales invite à renouveler le regard sur les collectivités locales. Jean de Legge a créé puis longtemps présidé aux destinées de TMO, un institut d'études et de recherches qui s'est fait une vraie réputation dans l'analyse et la connaissance des collectivités locales; cette compétence reconnue l'a conduit à devenir ensuite l'un des plus proches conseillers du maire de Rennes. Il vient de publier « Les propagandes nécessaires » aux éditions du Cherche-midi. Il porte aujourd'hui un regard aigu sur cet écosystème très particulier que constitue une ville et les rapports qu'entretiennent les habitants avec leurs représentants.



Pourquoi pensez-vous que les collectivités territoriales sont désormais au cœur des enjeux d'avenir pour l'Hexagone ?

« De nombreuses évolutions économiques et culturelles donnent aux territoires une importance stratégique accrue. J'en soulignerai trois. Première évolution, face à la mondialisation de l'économie et aux menaces qu'elle contient, les acteurs locaux n'ont d'autres solutions que de prendre acte de la mise en concurrence généralisée des lieux d'investissements et d'activités. Les territoires, pour rester dans l'économie mondiale, doivent en conséquence se montrer sous leur meilleur jour, développer leurs infrastructures, leurs équipements, leurs formations, montrer leur qualité de vie, attirer les compétences, faciliter les projets. Les pouvoirs locaux ont la responsabilité lourde d'assurer la présence de leur territoire dans l'économie ouverte et d'organiser les bases arrière nécessaires à son essor. Par ailleurs, les enjeux du développement durable sont planétaires mais leur traduction est largement locale. La décentralisation et la dynamique de mondialisation font que les grandes métropoles sont en réseau et dialoguent par-dessus l'échelon national. Tout cela date d'une trentaine d'années mais s'accélère aujourd'hui. Les grandes villes comme Lyon, Lille, Nantes n'attendent pas Paris pour nouer leurs réseaux. Deuxième évolution: l'équilibre entre les systèmes d'appartenances nationale et locale se modifie. Au national, la crainte de l'avenir, au local, la réussite de la vie réelle; au national, la dérision de la grandeur perdue, au local, les marques de la modernité. Autrement dit, c'est sur les décombres de la légende nationale que les élus vont faire vivre les appartenances locales et les fabrications identitaires qui y sont associées. Aujourd'hui l'imaginaire national est loin: la Révolution française, l'invention de la France avec Michelet, cela ne marche plus. Le local est le lieu concret de la vie des gens; il incarne la modernité, la réussite, l'espérance.

« AU NATIONAL, LA CRAINTE DE L'AVENIR, AU LOCAL, LA RÉUSSITE DE LA VIE RÉELLE. AU NATIONAL, LA DÉRISION DE LA GRANDEUR PERDUE, AU LOCAL, LES MARQUES DE LA MODERNITÉ »

Troisième évolution: les risques de délitement social s'aggravent. Ils tiennent à des phénomènes d'isolement, de solitude, de précarité, de recomposition communautaire, d'individualisme, d'indifférence. Face à ces menaces d'émiettement social, il faut faire tenir les gens ensemble. Le rôle de la collectivité est de produire de la colle, de proposer une place pour chacun, de travailler à la rencontre et à l'échange.»

Quelles sont les conséquences de ces évolutions ?

« Le développement économique du territoire est la priorité car en découlent l'emploi et la richesse. La collectivité se met au service de l'investissement et il s'ensuit une alliance des

...

...

pouvoirs économiques, politiques, culturels et académiques. Ceux-ci constituent une raison oligarchique dominante et inattaquable car elle se présente comme une alliance des responsables au service d'intérêts communs. Il y a tellement de gens qui vont mal que la collectivité est un lieu de soins et de prise en charge des difficultés, se transformant ainsi en un vaste patronage dont les bonnes intentions sont soutenues par le dévouement des élus et des associations. Se dessinent dès lors les enjeux suivants : organiser la croyance, l'appartenance et la confiance dans une collectivité proposée à la fois comme une identité constituante et un projet. On l'a bien vu au moment de la primaire socialiste à Marseille, le débat a porté sur l'identité marseillaise des candidats : qui était le plus marseillais pour porter un projet marseillais ? »

Le terme de « territoire » fait désormais florès. Mais qu'est-ce qui définit le territoire ?

« Le territoire ne peut pas être défini parce qu'il dépend de l'échelle de ce dont on parle. Et cette échelle varie en fonction des sujets. C'est cette souplesse qui explique que la notion de territoire soit aussi populaire. En fait le territoire est un espace adaptable au sujet à traiter et aux coopérations à construire. Ce qui compte, c'est la nature des échanges et des flux et, dans ce cadre, les limites administratives sont un découpage parmi d'autres et souvent un frein politique aux projets et aux dynamiques de développement. Il ne peut d'ailleurs y avoir de bonnes frontières. La vraie question, c'est être capable de travailler en réseau avec les acteurs et collectivités impliqués. Concernant la réalité contemporaine des découpages administratifs, les plus pertinents sont sans doute l'intercommunalité et la région. Le département, comme structure politique reposant sur les cantons, n'a plus grand sens et pourrait être transformé en établissement public gestion-

« IL Y A TELLEMENT DE GENS QUI VONT MAL QUE LA COLLECTIVITÉ SE TRANSFORME EN UN VASTE PATRONAGE DONT LES BONNES INTENTIONS SONT SOUTENUES PAR LE DÉVOUEMENT DES ÉLUS ET DES ASSOCIATIONS »

naire des affaires sociales. Sa disparition comme entité administrativo-politique est une question de courage politique et... de temps. Cela dit, la France n'est pas un territoire homogène et le rôle des départements n'est pas le même dans le Cantal et en région parisienne ou dans le Rhône. En réalité, il y a des territoires de projet qui doivent primer sur les territoires administratifs. Le cas de Rennes et Nantes est particulièrement symptomatique de villes qui travaillent en réseau et, de ce fait, induisent des dynamiques régionales. Le développement des territoires est lié aux articulations entre les grandes métropoles économiques et les régions. Les régions qui se développent sont celles qui ont des grandes métropoles et un réseau de villes moyennes. »

Pourquoi le territoire est-il toujours en quête d'une histoire distinctive ?

« Pour créer un consensus, il faut expulser les contradictions sociales du territoire ; il n'y a donc plus des ouvriers et des patrons, des patrons nuls et des ouvriers licenciés ; il y a un territoire qui doit se moderniser. Le local présente cette caractéristique intéressante d'être le laboratoire politique de la dépolitisation, il s'agit d'expulser les conflits d'intérêts dans la construction de consensus instrumentalisant les identités locales. C'est pourquoi chaque collectivité exhume des références historiques permettant de réécrire une histoire locale utile. La demande identitaire est plus forte que jamais, la nation et l'État ayant affaibli leur offre. La déshérence des croyances nationales rend nécessaires des alternatives identitaires porteuses de positivité. La collectivité est obligée de se présenter comme un espace communautaire avec ses fondements historiques et culturels, ce qui nécessite d'inventer un esprit des lieux et de noyer les contradictions sociales dans l'assomption glorieuse de l'histoire locale. Tout communicant sélectionne dans l'histoire d'une ville les événements montrant que cette ville est progressiste, conviviale, travailleuse, festive. La collectivité devient un corps mystique, les gens passent mais le territoire est éternel. L'histoire locale sert de bagage de psychologie collective dont l'objectif est de donner confiance aux habitants : ceux-ci sont protégés parce que le territoire vient de loin et ira loin, le territoire porte en lui-même des valeurs de réussite. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que certaines villes ont été obligées – parce que c'était la réalité historique – de faire leur histoire coloniale. Je pense notamment à Nantes et au mémorial de l'esclavage qui est en ville, ce qui permet aux habitants, y compris ceux issus de l'Afrique noire, de s'inscrire dans l'histoire nantaise. Il en est de même pour d'autres villes qui ont su traiter des histoires des immigrations plus récentes et des relégations dans les quartiers d'habitat social,

...





1945 NAISSANCE
dans un village d'Ille et Vilaine.

1963 SUIT DES COURS DE THÉOLOGIE
à l'université grégorienne de Rome.

1976 PUBLICATION DE «*DÉGAGE,
ON AMÉNAGE*», (avec Roger Le Guen),
premier texte de contestation de
l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

1980 CRÉATION ET
DÉVELOPPEMENT DE TMO RÉGIONS,
société d'études et conseils auprès
des entreprises et collectivités.

1993 RÉALISATION DE L'ÉTUDE:
*BILAN ET PERCEPTION
DE LA RECONVERSION DU BASSIN
SIDÉRURGIQUE DE LONGWY*
pour le compte de l'agglomération
transfrontalière (pôle européen de
développement).

1998 PUBLICATION DE «*SONDAGE
ET DÉMOCRATIE*», Flammarion.

2010 DIRECTION DE LA
COMMUNICATION de la ville et
de la communauté d'agglomération
de Rennes.

...

je pense en particulier au Grand Projet de Ville de la Communauté urbaine de Bordeaux. Cela permet de réinscrire l'histoire et le patrimoine social dans une modernité qui offre aux habitants une lecture d'actualité, ce que l'échelon national ne sait pas faire.

Cette histoire identitaire est la condition d'une construction sociale territoriale. Parfois elle peut prendre des formes un peu caricaturales et un peu frustes; c'est le cas des bonnets rouges. Il y a en Bretagne un lobby patronal qui dit *"il n'y a pas de patrons, il n'y a pas d'ouvriers, il n'y a pas de contradictions sociales, il n'y a que des Bretons"*. »

Lorsque vous parlez d'ordre local, de quoi s'agit-il ?

«L'ordre local se construit par la visibilité de ses acteurs et donc par la visibilité de la distribution des rôles et des responsabilités. Jusqu'à présent, la presse écrite fait vivre une galerie de personnages avec lesquels les habitants nouent des relations affectives imaginaires. Peu à peu, les lecteurs se construisent des sympathies ou des antipathies pour des gens inconnus mais qui leur sont familiers. Les grandes pages des quotidiens proposent

aux habitants l'affichage côte à côte de multiples scènes de genre, –culture, sport, social, religion, commerce... Cette cartographie théâtrale vient soutenir l'échange entre les habitants et fournir une représentation des gens qui comptent. Le fait de voir les élus, de remarquer quand et avec qui ils se montrent, c'est déjà les connaître et comprendre à quoi ils servent. Par les relations des faits et gestes de la vie locale, s'installe un système de représentation et de références. Les accidents dont la fatalité menace, les désespérés qui rappellent la souffrance des uns et "les justes" qui montrent le dévouement des autres, les

figures de "ceux qui réussissent" et celles des "délinquants" instituent, ensemble, un ordre canonique, une loi qui indique les objets à aimer ou à craindre, les raisons de s'alarmer ou de se consoler. La presse des collectivités vient en renfort de la presse quotidienne régionale pour montrer de façon plus insistante les méritants du territoire, c'est-à-dire ceux qui se dévouent et ceux qui créent, soit ceux qui témoignent par leur présence, des valeurs de solidarité et d'innovation du territoire. La galerie de portraits offre aux lecteurs plus que des images individuelles, elle construit un dispositif de valeurs et d'ordre, elle distribue

...

...

des assignations statutaires permettant à chacun de se trouver à sa place. On est aujourd'hui sur des logiques extrêmement normatives de comportement urbain : on fume là où il faut, on prend sa voiture quand il faut, on trie ses déchets comme il faut, etc. Se mettent donc en place des systèmes de gestion normatifs qui sont socialement totalement intégrés, à telle enseigne que l'on pourrait imaginer dénoncer son voisin qui règle sur 23° la température de son appartement alors que la norme impose 18 ou 20°. À cet égard, le numérique et la capacité de collecter des données individuelles associées aux comportements des habitants va permettre une efficacité et un contrôle accrus.»

En quoi précisément la montée en puissance du numérique change-t-elle réellement la donne ?

« On peut observer trois grands niveaux de changements. Il y a d'abord le niveau des services collectifs qui permet de mettre en place une e-administration autorisant une meilleure efficacité des services. Le but est de pouvoir organiser une gestion optimisée qui suppose une connaissance des usagers. Aujourd'hui tout le monde reçoit le même bulletin municipal ; ce que demandent désormais les habitants et ce qu'autorise le numérique, c'est l'individualisation des informations, des réponses aux besoins de ceux qui ont de jeunes enfants ou aux besoins des retraités et de leur vie associative. Tout cela permettra une meilleure gestion de la ville, des flux énergétiques, des informations, de la circulation... Mais cela induit parallèlement une vraie réflexion sur la problématique des *big data*, parce que l'on va pouvoir savoir beaucoup de choses sur les habitants, pouvoir les surveiller, voire les punir, par exemple sur le tri sélectif si l'on découvre qu'ils ne mettent pas leurs déchets dans les bonnes poubelles. On ouvre ainsi la voie aux possibles contraventions comporte-

mentales pour non-respect des normes urbaines. Des expériences sont en cours en particulier en Corée du Sud, à Songdo, un quartier d'Incheon, où un ordinateur central contrôle les comportements de l'ensemble des habitants. Ce contrôle se fait *a priori* dans une stricte logique d'optimisation économique, mais... en fonction de la composition de votre famille, vous avez une quantité d'eau chaude qui vous est attribuée. Si vous prenez un bain à 16 heures, on peut imaginer à terme vous demander pourquoi vous avez besoin d'une telle quantité d'eau chaude à cette heure-là, ou au contraire vous inciter à prendre des bains à 16 heures parce que vous laisserez ainsi des réserves disponibles pour de l'utilisation d'eau chaude plus tard dans la soirée. Il y a avec le numérique l'idée d'un échange : la collectivité rend un service et les habitants "livrent" leurs comportements, leurs choix, leurs préférences et habitudes. Du point de vue du pouvoir, c'est très positif, ne serait-ce que parce qu'ainsi le développement durable peut vraiment prendre un sens véritable. Ce sont des outils extrêmement pertinents et utiles pour la gestion d'une ville (flux d'énergie, flux de transports, utilisations des services publics...). C'est SimCity "en vrai" ! Cela peut aussi ouvrir des perspectives moins vertueuses, SinCity. »

Cela pose aussi la question de l'information locale et la place de la presse régionale...

« C'est en effet le deuxième niveau de changement induit par le numérique. La presse écrite qui est un outil indispensable de l'ordre local met en scène tous les jours les acteurs de la vie locale. Et même si on y est indifférent, quand on ouvre les pages, on voit un petit théâtre commercial, un petit théâtre culturel, sportif, religieux, etc. Cela crée une scène locale qui permet aux habitants de

« LE NUMÉRIQUE
INDUIT L'IDÉE
D'UN ÉCHANGE.
LA COLLECTIVITÉ
REND UN SERVICE
ET PARALLÈLEMENT,
LES HABITANTS
LIVRENT LEURS
COMPORTEMENTS,
LEURS CHOIX,
LEURS PRÉFÉRENCES
ET HABITUDES »

s'identifier – positivement, négativement – et cela génère un ordre commun que les gens discutent et partagent. En opposition à ce décor, le numérique se caractérise par de l'information personnelle et individualisée qui risque donc tout simplement de faire disparaître la représentation locale, le "théâtre" local. La question qui se pose alors est celle de la pérennisation d'un ordre local dès lors que cette scène disparaît des media écrits au profit des media individuels et d'une recherche d'informations pratiques. L'enjeu de la survie de la presse quotidienne régionale est clairement posé. La presse papier offre au

lecteur une scène locale. Le simple fait d'ouvrir le journal vous permet de voir qu'un nouvel évêque vient d'être nommé sans avoir recherché cette information qui vous importe peu. Elle vous est d'une certaine manière "imposée". Avec le numérique, vous choisissez l'information que vous souhaitez obtenir. Si la presse se voit comme pourvoyeuse d'informations pratiques, c'est terminé pour elle. Ce n'est plus le lieu. On n'a plus besoin d'elle. Le rapport à la vie locale ne nécessite plus que l'on achète le journal tous les jours. Acheter le journal local, c'est acheter la loi, c'est acheter un système d'ordre. Avant, on pouvait s'en moquer tant qu'on était jeune mais dès que l'on entrait dans l'âge adulte avec la famille, les enfants, il fallait disposer des informations pratiques et le journal devenait donc indispensable. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, cette information, on l'a ailleurs. »

Vous évoquiez une troisième conséquence de l'entrée dans l'ère numérique...

« Ce troisième niveau de transformation induit par le numérique met en évidence les capacités d'auto-organisation des habitants ; la collectivité providence s'affaiblit. Le numérique permet aux habitants de s'organiser par-dessus la tête de la collectivité. Est à l'œuvre une logique d'autonomie des groupes sociaux, de groupes de comportement entraînant une autonomisation des usages par rapport à ce que la collectivité a pu prévoir. Ajoutons que cela permet aussi de nouvelles formes de privatisation et de marchandisation des services, notamment avec le mouvement de libération des données publiques qui permet de développer de nombreux services en particulier sous forme d'applications pour smartphone. Celles qui auront du succès seront celles qui rencontreront un public, au risque de la disparition des services aux marchés restreints. »

...



...

Ces autonomies d'organisation permises par le numérique n'annoncent-elles pas une société plus horizontale, moins hiérarchique, plus démocratique? L'autorité publique n'est-elle pas mise à mal et de façon générale, les gens ne sont-ils pas de plus en plus indifférents à ce que peuvent dire ou penser les politiques?

«La modernité de la vie locale veut que la politique s'y déploie masquée. Pour dire les choses autrement, le local est le lieu permanent d'une proposition de consensus et d'occultation des contradictions. Dans le champ économique, lorsqu'une entreprise ou une filière se casse la figure, ce n'est pas le chef d'entreprise qui est responsable, c'est le territoire qui doit se moderniser. Les pouvoirs locaux s'accordent pour expliquer que ce ne sont plus les rapports sociaux mais les rapports de territoires qui comptent. Tous les habitants, tous les salariés sont conviés à porter les valeurs auxquelles les employeurs et les investisseurs seront sensibles. Le discours territorial présente les travailleurs par leur appartenance locale. Il n'y a plus de classes sociales mais une identité de territoire. La confusion des bonnets rouges n'est que l'expression la plus fruste de ce qui se tente partout, créer une cohésion sociale identitaire, même si celle-ci a besoin de boucs émissaires.»

Mais il y a tout de même une vie politique locale, il y a une majorité et une opposition, il y a des lieux démocratiques de débats, ne serait-ce que les conseils municipaux et les conseils communautaires et toutes les instances de consultation des habitants...

« UNE BONNE VILLE AUJOURD'HUI, C'EST D'ABORD UNE ENTREPRISE DE SERVICES AUX USAGERS, UNE ENTREPRISE DE SOINS AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉ ET UNE ENTREPRISE DE SPECTACLES »

«Oui bien sûr, mais on peut s'interroger sur les limites des conseils municipaux et des conseils communautaires qui sont les lieux d'enregistrement des décisions des exécutifs locaux. Quand un dossier vient en conseil, il est déjà ficelé. L'organisation politique des collectivités territoriales transforme ces assemblées en lieux où se déploient des jeux de rôles convenus. Les responsables des groupes politiques se voient dans l'obligation de jouer une partition rappelant le bien-fondé de leurs engagements nationaux, ils prennent donc prétexte d'une délibération pour faire vivre laborieusement une scène locale politicienne qui n'intéresse que leurs acteurs. Le paradoxe qu'on peut soutenir ici, c'est que le débat public souffre d'être capté par la classe politique locale qui le réduit aux plaisirs des entre-soi d'élus et aux bénéfices politiques supposés des reprises de leurs interventions dans la presse locale. En général d'ailleurs, ce qu'il y a à comprendre, c'est que l'op-

position ferait la même chose que la majorité, mais en mieux. Se développent des formes multiples de concertation, instituées, tels les comités de quartiers, les conseils de développement, les conseils municipaux jeunes, ou encore les commissions consultatives, workshops, ateliers créatifs, balades urbaines, projections-débats, etc. Ces formes de concertation et de débats limitent en général l'expression des habitants à leur compétence d'usagers de la ville. L'habitant est sollicité pour un avis ou une attente liée à un aménagement fonctionnel ou l'adaptation d'un service. Ce marketing des services est utile mais il est un peu exagéré de l'appeler démocratie participative. Les élus tiennent à faire savoir qu'ils promeuvent la démocratie locale et que les habitants leur doivent aussi la mise en place d'instances de concertation mais qu'en dernier ressort, ils restent les seuls porteurs de l'intérêt général. La contestation est souvent une convenance formelle qui ne peut remettre en cause ni les projets ni les objectifs poursuivis. Les habitants viennent aux réunions ou ne viennent pas, ceux qui participent ne représentent en général qu'eux-mêmes, ils n'ont été élus par personne et sont donc illégitimes pour parler au nom des autres; lorsqu'ils sont censés représenter un collectif, les interrogations demeurent quant à leur mode de désignation et la nature des lobbies ou associations qu'ils représentent. Quant à ceux qui ne viennent pas, sans doute n'avaient-ils qu'à venir mais peut-on tenir pour inexistantes les absents et les muets?»

C'est quoi une «bonne ville» aujourd'hui?

«Une bonne ville aujourd'hui, c'est une ville qui propose des distractions. Cela peut paraître dérisoire mais ça ne l'est pas du tout : la modernité contemporaine, c'est la sensation physique partagée; une collectivité, c'est aujourd'hui d'abord une entreprise de services aux usagers, une entreprise de soins aux personnes en dif-

ficulté et une entreprise de spectacles pour rassembler et distraire. Toute la difficulté, c'est de ramener de la politique là-dedans, ne serait-ce que parce qu'il y a des élections...»

Pourquoi le maire reste-t-il le personnage politique le plus populaire ?

«Parce que le maire incarne la fonction politique dans laquelle les habitants ont le plus confiance et beaucoup de maires ont une longévité exceptionnelle, ce qui traduit la satisfaction des habitants. La collectivité est partie prenante des conditions de vie et d'existence de ses habitants. Elle offre les informations et les services nécessaires à la vie quotidienne. La collectivité se doit d'être efficiente en matière d'accueil, d'orientation, d'informations et de services. Le maire, chef de l'administration, bénéficie de la reconnaissance de la qualité et de la proximité de ces services. Par ailleurs, les élus doivent construire des machines identitaires, c'est-à-dire des discours d'appartenances et de valeurs territoriales. S'identifier au territoire c'est en partager son patrimoine, ses projets et ses valeurs. Dans les grandes villes comme Lyon, Bordeaux, Toulouse, Lille, les habitants constatent l'autonomie de la collectivité et son grand pouvoir d'attractivité économique et culturelle à l'instar des villes de la Renaissance. Ils croient même que leur ville va bien et que la France va mal. Les élus auraient tort de les détromper. Dans ce cadre, l'offre de culture et de loisirs est essentielle à l'image de la ville et à la satisfaction des habitants. Des événements, petits ou grands, il y en a tous les jours dans les villes : fièvre des grandes braderies, plaisir d'une manifestation sportive, bonheur d'un concert... Les habitants viennent en masse aux manifestations festives et gardent le souvenir d'un temps d'émotion partagé. Cette promesse permanente de plaisirs, d'émotions et de rencontres permet de s'attacher de nombreuses tribus affinitaires. Le maire propose un pacte de distraction liant

...



...

les habitants à leur territoire. Les bons souvenirs les rendent débiteurs des autorités organisatrices. Enfin et surtout, le maire est porteur du principe d'héritage, l'héritage reçu et celui qu'il laissera. Ce principe légitime son action. Il porte la continuité historique de la ville. Cette fonction de médiation entre l'histoire de la ville et son devenir est évidemment au cœur de l'acceptation des politiques urbaines. Construire, détruire, remodeler la ville sont le privilège et la jouissance du pouvoir. Cette violence n'est acceptable aujourd'hui que si elle se donne comme une façon de continuer l'histoire, d'y être fidèle et de la projeter dans l'avenir. Les maires appréciés sont porteurs d'un dialogue de culture entre les projets de ceux qui ont fait la ville d'hier et les projets d'aujourd'hui. Alain Juppé à Bordeaux est une parfaite illustration de cela mais il est loin d'être le seul. La figure respectée du maire est produite aussi par l'alliance permanente de l'officialité et de la proximité. Célébrations patriotiques, journées commémoratives, rentrées solennelles, remises de décorations, inaugurations de locaux, vœux, colloques, conférences, réceptions de personnalités créent de petites dramaturgies qui ont leurs effets. Ces rituels montrent le maire dans son autorité fédératrice. La production du monde officiel n'est pas une rupture de proximité, au contraire ces liturgies font partie de la vie locale. "L'officialité" du maire donne de la valeur à sa proximité vis-à-vis des habitants. C'est en descendant de la tribune officielle que la familiarité reconforte.»

Quelles peuvent être les conséquences de cette réalité sur la qualité du personnel politique local ?

« Les élus locaux ne constituent pas un groupe homogène, il y a toute sorte de personnalités et de cursus. Entre les élus des villages et des petites villes et les élus des grandes métro-

poles, il y aussi de grandes différences. Dans les grandes agglomérations, il y a une professionnalisation des élus qui sont très souvent issus des appareils politiques. Dans ces derniers cas, les élus qui comptent ont des expériences sociales et professionnelles limitées et les équipes manquent souvent de diversité sociale; est fréquemment absente une part du monde des actifs et notamment du monde manuel et artisanal. Il y a dans plusieurs équipes une méconnaissance de ces groupes sociaux qui font pourtant tourner l'économie locale. Les élus sont des gens ordinaires qui traitent de sujets qui engagent la vie des gens et l'avenir de la ville. La plupart travaillent beaucoup et ont une grande maîtrise de leurs dossiers. Comme dans toute catégorie de population, il y a de belles intelligences et des insuffisants, il y a des gens modestes et attentifs et des égos insupportables. Leur dérive, c'est l'argument d'autorité; ils sont élus et connus, ils ont donc raison. Pour beaucoup d'élus, si vous n'êtes pas d'accord avec eux, c'est que vous n'êtes pas expert, c'est que vous ne savez pas. Le débat n'est plus un débat politique, ce n'est plus un débat d'opinion, l'élu est le "sachant" qui parle à ceux qui ne savent pas.»

Les problèmes viendraient-ils de l'administration ?

« En général, l'administration instruit les dossiers de façon univoque; il n'y a pas trente-six solutions, il y a la réponse à la question qui se pose. Les élus s'approprient ce dossier y compris dans sa technicité et ils y mettent l'argument de l'inéluctable – il n'y a pas d'autre choix – et l'argument de l'intérêt général, puisque quelqu'un qui critique, c'est forcément au nom d'un intérêt particulier. On a une espèce d'oligarchie bienveillante et, si on met en cause cette décision, cela veut dire que l'on n'est plus dans le collectif, que l'on se met soi-même en dehors du jeu global. En réalité, un des grands enjeux de la collectivité territo-

« CE QUI MANQUE DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, C'EST L'OPINION. CONTRAIREMENT À L'ESPACE NATIONAL, IL N'Y A PAS AU NIVEAU LOCAL D'EXPRESSION DES ABSENTS »

riale, est de savoir quel est l'espace de contradiction acceptable. Les consensus sont d'autant plus forts que l'on a préalablement écouté et respecté les désaccords; ce qui manque dans les collectivités territoriales, c'est l'opinion: globalement, il y a une stratégie économique d'activité, une stratégie sociale de soins, une stratégie distractive et après, il y a les différents lobbies – émetteurs constitués – les associations, les gens que la collectivité locale élit comme méritants; ce qui est absent, c'est le reste de la population. Contrairement à l'espace national où l'on s'efforce de produire une opinion, il n'y a pas au niveau local d'expression des absents. On ne peut rien sur le revenu des gens mais on peut beaucoup sur leurs relations sociales. Des études montrent que 20% des gens n'ont pas de réseau. Plus on est en précarité, moins on a de réseau, moins on connaît de gens. La question du "capital social" pour jargonner comme les sociologues, en français le nombre de gens que l'on connaît,

...

« JE TROUVE
ASSEZ
PARESSEUSE
L'IDÉE QUE
L'INFORMATION
SERAIT
DÉMOCRATIQUE
ET QUE LA
COMMUNICATION
EN SERAIT
LA NÉGATION »

...

c'est un vrai problème sur la question de l'isolement. Quand on fait du sondage, de la consultation, on fait du binaire: il y a ceux qui sont pour et ceux qui sont contre; on ne se sert absolument pas de ces outils pour révéler des contradictions entre les habitants alors que je crois que le débat public, ce doit être justement de rendre visibles ces contradictions. Chaque sujet segmente la population en fonction du thème traité; le pouvoir se défend sur une rationalité de l'inéluctable, de l'ordre des choses et du bien public. Les gens qui les critiquent s'expriment à travers un discours de conservatisme ou d'utopie.»

Vous venez de publier un livre parlant de la communication des collectivités territoriales intitulé: Les propagandes nécessaires. Que voulez-vous dire?

« Je souhaite mettre en cause la dénonciation de la communication et soutenir son utilité sociale et politique. Je trouve en effet assez paresseuse l'idée que l'information serait démocratique et que la communication en serait la négation. La politique se construit et se légitime par la communication des représentations de la société et de son avenir qui sont les attendus de l'action. La communication politique ne peut être réduite aux mascarades du spectacle politique. Le terme de propagande est peut-être fort, mais il a le mérite de rappeler que sur tous les sujets, il y a lutte des doxas. La politique n'est pas le combat de la vérité contre l'erreur. La vérité ne se discute pas, or la politique c'est ce qui se discute. Il s'agit de réhabiliter la lutte des représentations, c'est-à-dire remettre à l'ordre du jour le combat idéologique. Pour cela, il faut que le pouvoir s'assume comme expression d'idées dominantes qui doivent être dévoilées et mises en débat, alors que trop souvent, il s'habille en expert de l'ordre des choses, réduisant de ce fait la sphère publique à la lutte des

compétents. J'ai voulu faire un "éloge critique de la communication locale" parce que face au recul des références nationales et républicaines, le pouvoir local porte des réponses à la crise économique, sociale et psychologique du pays. Pour entraîner les habitants dans une aventure collective, il faut leur faire partager valeurs et représentations. Il est du rôle du pouvoir de proposer des façons de penser et des façons de se comporter et d'en débattre.»

Avec quelles conséquences?

« Je ne partage pas l'idée que la communication puisse être une pédagogie, les élus ne sont pas des profs qui ont un savoir à transmettre à des habitants devant apprendre leurs leçons. Je tiens pour précieuse la contradiction entre une double nécessité, la nécessité pour le pouvoir de parler haut et fort pour rassembler sous des références communes une population éclatée et la nécessité pour les habitants d'interroger les doxas du pouvoir. Il s'agit d'éviter que la vie locale se résume à une oligarchie bienveillante offrant des services et des distractions aux habitants consentants ou indifférents avec l'aide d'une administration qui les gère et les contrôle. La vie locale peut être le lieu de la renaissance de la sphère publique parce que les pouvoirs politiques, économiques et culturels y sont forts, qu'ils ont une prise sur le réel et la fabrication du territoire. Pour redynamiser l'espace public local, encore faut-il que les choses soient nommées, que les attendus des politiques territoriales soient énoncés, que les contradictions sociales ne soient pas tuées, que la politique redevienne de la politique, c'est-à-dire une confrontation de chemins possibles et non l'organisation du consentement à l'ordre des choses. Bref, faire vivre la phrase d'Hannah Arendt, "le sens de la vie publique, c'est un monde commun, mais vu de places différentes".»



À LIRE, À VOIR, À ÉCOUTER

DES LIVRES

Christophe André,
Conjurer la peur, Sienne 1338
- Essai sur la force politique
des images, Seuil

Manuel Castells,
*Le pouvoir de l'identité, l'ère
de l'information*, Librairie
Arthème Fayard

Laurent Davezies,
*La crise qui vient, la nouvelle
fracture territoriale*, Seuil -
coll. République des idées

Fabio La Rocca,
La ville dans tous ses États,
CNRS Éditions

Jean Claude Milner,
Court traité politique 1 et 2,
Éditions Verdier

Jacques Rancière,
La haine de la démocratie,
La fabrique Édition

Eric Sadin,
*Surveillance globale - Enquête
sur les nouvelles formes de
contrôle*, Flammarion

Paul Valadier,
*Machiavel et la fragilité
du politique*, Seuil

Martin Vanier,
*Le pouvoir des territoires -
Essai sur l'inter-territorialité*,
Anthropos

DES SITES

www.smartcity.fr
www.ubmfuturecities.com
www.maxisciences.com
www.songdo.com